



La Commission Exécutive de l'UFROS des 16 et 17 juin a largement débattu de l'actualité revendicative

Sourd au mécontentement, le gouvernement Hollande Valls accélère ses attaques contre tous les acquis et droits sociaux. La loi Macron, le MEDEF en rêvait, le gouvernement Hollande-Valls l'a faite.

Les retraités sont confrontés à une remise en cause sans précédent de leur pouvoir d'achat. Les propositions du MEDEF pour l'ARRCO et l'AGIRC représentent un recul majeur alors que le gel des pensions, l'augmentation des frais de transport, les difficultés dans l'accès aux soins ont déjà des conséquences dramatiques pour les retraités.

Mais la situation est faite **également** du refus des salariés de subir ces attaques. Dans l'enseignement, dans les hôpitaux, dans le privé, les salariés ont recours à la grève pour se défendre.

Dans nos professions, à la suite du 9 avril, les personnels ont fait grève le 26 mai et sont appelés à la grève le 25 juin contre le blocage des salaires. Ces mobilisations sont facteur d'espoir et réduisent à néant la campagne des médias sur « les syndicats ne font plus recette... »

C'est une situation dans laquelle notre confédération se doit d'être à l'écoute des salariés et des retraités. Ils sont en attente d'une initiative confédérale pour donner une suite véritable, à hauteur des attaques, au succès du 9 avril qui était une action forte dirigée contre le pacte de responsabilité et la loi macron. Cette suite ne peut, en aucun cas, consister à demander une conférence sociale sur les salaires alors même que la CGT a quitté la conférence dite sociale de juillet 2014.

Nous voulons participer, par cette contribution, à ce que la CGT soit à la hauteur de la situation.

Nous avons discuté de l'appel « Vivre ensemble, travailler ensemble » lancé par une conférence de presse le 5 juin par CGT, CFDT, CFTC, CGC, UNSA, FSU et Solidaires.

Alors que le 51^e congrès est annoncé sous le mot d'ordre : « C'est vous qui décidez », nous nous demandons qui a donné mandat à notre camarade Philippe Martinez pour signer un tel appel en contradiction même avec son intervention dans la conférence de presse !

Les organisations signataires de cet appel se fixent comme objectif de « *redonner confiance et espoir à ceux qui travaillent parfois durement et qui craignent pour leur avenir* » et se proposent « *d'aller au devant de ceux qui ne demandent qu'à rejoindre cet univers de travail(...) pour se sentir tous pleinement dans la communauté nationale* »

Quelle « communauté nationale » quand les patrons encaissent les milliards du pacte de responsabilité et du CICE pendant que les salaires sont bloqués, les emplois supprimés, la santé et l'école sacrifiée ? La base de notre syndicalisme c'est qu'il y a toujours des classes sociales et qu'elles sont antagonistes.

Les organisations signataires de cet appel appellent à « vivre ensemble dans les cités, les quartiers, les villes et les villages ».

Pas un mot sur la disparition des services publics. Pas un mot sur la fermeture des centres de sécurité sociale. En Seine St Denis, par exemple, un département où les salariés, retraités, privés d'emploi ont plus que partout besoin d'avoir le contact avec le personnel, la CNAMTS et le gouvernement veulent supprimer plus de la moitié des points d'accueil restant de la sécurité sociale.

Qu'est ce que « vivre ensemble » alors que le gouvernement et le patronat suppriment les emplois par milliers dans les entreprises comme dans les services publics ?

Nous, retraités, avons une double raison de défendre la sécurité sociale contre cette offensive : comme anciens de la protection sociale collective et comme assurés sociaux.

A cet égard, nous lançons un cri d'alarme après les déclarations de Hollande et Touraine, lors du congrès de la Mutualité Française favorisant les assurances complémentaires au détriment de la sécurité sociale.

Les signataires qui n'ont pas une critique contre la politique du gouvernement n'ont pas de mots assez durs, par contre, pour stigmatiser les chômeurs et les travailleurs « qui se laissent tenter par les idées nauséabondes ».

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le gouvernement utilise avec cynisme le Front national pour sommer les électeurs de soutenir sa politique d'austérité.

Un tel positionnement de soutien au gouvernement, en affaiblissant la CGT, serait une aubaine pour nos ennemis.

Ce n'est pas le terrain de la CGT. Ce n'est pas le notre.

Nous ne nous reconnaissons pas dans cette unité de façade qui sert de vitrine à un gouvernement qui, soumis à Bruxelles, poursuit et aggrave sa politique d'austérité.

Ce que nous souhaitons, c'est entendre la CGT dire : « Unité pour les revendications »

Nous portons notre contribution à la connaissance de la CE fédérale en lui demandant de la communiquer au bureau confédéral.

Montreuil, le 17 juin 2015